

La crise fait peser de nouvelles menaces sur la croissance européenne

BRUXELLES (AFP) - L'aggravation soudaine de la crise financière risque d'affecter une croissance européenne déjà mal en point après le "troisième choc pétrolier" et sous la menace d'une récession, reconnaissent responsables politiques et analystes.



Un euro géant devant le siège de la Banque centrale européenne à Francfort © AFP/Archives - Martin Oeser)

Le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker a jugé mercredi "incertain" "l'impact sur l'économie réelle" après le dépôt de bilan de Lehman Brothers et la reprise en main par les autorités américaines de l'assureur AIG.

Mais, a estimé le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, "nous verrons des conséquences indirectes affecter l'économie". Pour lui, alors que la confiance des consommateurs et des entreprises est déjà en berne, la crise "ne favorise pas la croissance".

"Le vrai problème est celui de la confiance", résume le Premier ministre luxembourgeois.

Du coup, les dirigeants européens s'efforcent d'envoyer des messages rassurants à l'opinion.

Une ligne encore suivie mercredi par la chancelière allemande Angela Merkel, qui a estimé que l'impact de la crise devrait être modéré en Allemagne. Ou par la ministre des Finances française Christine Lagarde, qui a répété que le dépôt de bilan de Lehman Brothers n'aura "pas un effet très négatif" sur les banques françaises.

Il n'empêche: la débâcle financière "va peser significativement sur la confiance des ménages et des entreprises déjà très fragile", a indiqué à l'AFP Howard Archer, économiste à l'institut Global Insight.

"Cela risque aussi d'approfondir et d'étendre la crise du crédit, rendant les emprunts plus difficiles et plus coûteux pour les entreprises et les consommateurs", et "d'affecter les marchés immobiliers, intensifiant les problèmes en Espagne ou en Irlande", et, en dehors de la zone euro, le Royaume-Uni, ajoute-t-il.

La situation actuelle "ne peut qu'accentuer la dynamique de défiance des ménages et des entreprises", renchérit Nicolas Véron, économiste de l'institut européen Bruegel.

"La volatilité des marchés boursiers, le climat général d'incertitude et un resserrement potentiellement plus important des conditions de crédit par les banques pourraient peser sur la croissance de la zone euro", considère également Holger Schmieding, économiste de Bank of America.

"L'impact devrait être relativement modeste", car "la zone euro n'est pas au centre de la crise financière actuelle", juge-t-il cependant. Mais "le risque d'une véritable récession (qui se caractérise par deux trimestres consécutifs de recul du Produit intérieur brut) a augmenté", selon l'économiste.

Déjà, avant le dépôt de bilan de Lehman Brothers, les craintes d'une récession en Europe avaient pris de la consistance du fait du recul du PIB de la zone euro de 0,2% au deuxième trimestre comparé au premier.

Cela a amené la Commission européenne à abaisser nettement sa prévision de croissance cette année pour la zone euro euro, à 1,3%, contre 1,7% auparavant, et à s'attendre à ce que la zone euro flirte avec la récession technique.

La crise actuelle "augmente certainement les risques pesant sur l'économie de la zone euro, et vient neutraliser les évolutions positives récentes de baisse des prix du pétrole et de repli du cours de l'euro par rapport au dollar", estime Howard Archer.

La crise donne aussi des ailes aux gouvernements européens qui souhaitent que la Banque centrale européenne les aide à relancer la croissance en baissant ses taux d'intérêt.

Si la BCE peut être convaincue "que l'inflation est effectivement aussi maîtrisée que possible (...) elle pourrait être en mesure d'adopter un regard différent sur les taux d'intérêt", a dit mercredi Mme Lagarde dans une interview à France 24.